

# Les microprêteurs sont à la hauteur

BIM n° ---23 juillet 2003  
Marc ROESCH

*Bonjour à tous,*

*Tout d'abord l'adresse d'un site tout à fait intéressant, celui de l'annuaire des Organisations qui œuvrent dans le développement (Guide aux Organismes Internationaux, Gouvernements, Organisations du Secteur Privé, Agences pour le Développement, Université, Instituts de Recherche et de Formation, ONG/PDOs, Fondations Philanthropes, Banques, Institutions de Microfinancement et des Sociétés de Conseil de Développement).*

*Elles sont classées par pays, et ont été mis à jour en 2003.*

*L'adresse est la suivante : <http://www.devdir.org/index.html>*

**Le BIM d'aujourd'hui vous présente un article paru dans La page d'actualité de la Banque Interaméricaine de développement sur :**

« Les microprêteurs sont à la hauteur : Voici pourquoi les institutions de microfinancement se portent volontaires pour être vérifiées et notées selon les critères du monde de la banque commerciale ». Par Charo Quesada

<http://www.iadb.org/idbamerica/index.cfm?thisid=1956>

Cet article, résolument optimiste, fait état de la vision de la BID sur la notation des IMF en Amérique latine.

La BID estime que « les institutions vouées au microfinancement ont mûri. Ce qui dans bien des cas était au départ une initiative lancée par des organisations civiles pour aider les petits investisseurs et les entrepreneurs qui n'avaient pas accès au crédit classique devient aujourd'hui une importante activité financière parallèle à l'activité bancaire traditionnelle. Et, selon les dernières études, il s'agit d'un métier très rentable aussi Certaines des institutions qui se consacrent au microfinancement dans la région sont aujourd'hui plus bénéficiaires que Citigroup, l'une des plus grandes sociétés financières du monde. »

Cependant, les investisseurs, conscients des possibilités de rentabilité du microfinancement achoppent sur le manque d'informations normalisées. Les investisseurs voire les donateurs qui

souhaitaient contribuer à une telle institution n'avaient aucun moyen de comparer leur performance.

Aussi la BID a entrepris de « faire comprendre aux microprêteurs les bienfaits de l'adoption de pratiques comptables normalisées, de faire faire des vérifications et des évaluations indépendantes et d'en publier les résultats. »

Sous le signe de la transparence. « Nous encourageons ce mouvement vers la transparence financière et opérationnelle au sein des institutions de microfinancement même si de nombreuses petites ONG n'en ont pas l'habitude. Cela leur est bénéfique à long terme », affirme Tor Jansson, spécialiste du microfinancement à la BID. « Nous croyons que c'est une façon importante de rapprocher ce secteur des marchés financiers, d'en augmenter les ressources et de le préparer à la prochaine étape de son essor. »

Le Fonds multilatéral d'investissement (MIF), qui fait partie du Groupe de la BID et qui favorise le développement du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes, encourage les évaluations externes d'institutions de microfinancement au moyen d'un projet qu'il administre de concert avec le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP). En 2002, les deux organismes ont créé le Fonds de notation et d'évaluation du microfinancement afin de faciliter les premiers pas des institutions qui souhaitent se faire évaluer. Le fonds donne une liste d'agences de notation spécialisées et accorde des dons en espèces pour prendre en charge une partie des coûts d'une évaluation. « Les institutions choisissent une agence de notation et négocient eux-mêmes leur contrat, explique Jansson. Nous finançons les coûts d'évaluation dans la limite de 80 % ou 8 000 dollars. Le tout coûte généralement 12 000 dollars environ. » Comme le Fonds vise simplement à impulser les évaluations d'institutions de microfinancement, il cessera ses activités dans trois ans.

Jansson explique que dans un premier temps le Fonds a dû s'efforcer de trouver des agences de notation désireuses de travailler à si petite échelle. Des responsables de la BID, dans le cadre de consultations, ont fait un travail de pédagogie auprès de grandes agences de notation sur le secteur du microfinancement et dans le même temps un certain nombre d'agences de notation dans les pays d'Amérique latine ont commencé à manifester de l'intérêt. Aujourd'hui, le site Web du Fonds (cliquez sur le lien à droite) répertorie 13 agences de notation participantes, dont plusieurs firmes latino-américaines et une multinationale géante, la Standard & Poor's de Wall Street. « Il est vraiment significatif que l'un des « poids lourds » commence à prendre ce travail au sérieux », affirme Jansson.

Parmi les agences de notation qui se spécialisent dans le microfinancement, la société MicroRate établie à Arlington (Virginie) est sans doute la plus connue. Depuis 1997, elle a évalué plus de 100 institutions de microfinancement en Afrique et en Amérique latine. Elle a mis sur pied un fichier « pour aider les investisseurs et les emprunteurs à mesurer les niveaux de risque (des différentes sociétés de microfinancement) et créer le cadre transparent qu'il faut pour assurer le bon fonctionnement des marchés financiers ». Les rapports que MicroRate établit périodiquement sur les institutions de microfinancement de la région sont disponibles sur demande, avec l'autorisation de la société concernée.

La division latino-américaine de la Standard & Poor's, dans une étude sur les principaux risques du financement (disponible en espagnol sur

[http://www.iadb.org/idbamerica/\\_PDFs/S&PMicrofinanzas.PDF](http://www.iadb.org/idbamerica/_PDFs/S&PMicrofinanzas.PDF))

estime que la concurrence qui commence à prendre son essor dans la région est favorable, « aussi longtemps que cette pression ne pèse pas sur les bonnes pratiques opérationnelles ou ne cause pas de distorsions dans les prix ». L'étude cite la Bolivie, où les tensions causées par la concurrence ont amené certaines sociétés de microfinancement à proposer des crédits à la consommation, ce qui a conduit au surendettement de certains chefs de très petite entreprise.

Les sociétés de microfinancement ont l'avantage d'avoir des portefeuilles qui se répartissent en plusieurs petites sommes et entre des milliers d'emprunteurs. Mais la Standard & Poor's fait remarquer que ces portefeuilles se concentrent généralement dans les villes ou dans une seule province. Cela veut dire que les sociétés de microfinancement de la région sont souvent à la merci de crises locales.

L'article conclut que la généralisation des évaluations et des cotations a vu le jour parallèlement à d'autres tendances – comme une plus grande réglementation publique et davantage d'audits indépendants – qui montrent que le secteur du microfinancement mûrit et est en mesure de maîtriser ces risques. « Les bienfaits de ces évolutions sont évidents, dit Jansson. La transparence s'accompagne d'un plus grand accès aux marchés financiers. Elle aide aussi les sociétés de microfinancement à mieux se connaître, à cerner leurs points faibles, à se comparer à d'autres institutions. Elle les force à corriger leurs problèmes. »

« C'est un changement de mentalité, dit Jansson. Mais les sociétés de microfinancement se rendent compte que ce n'est pas impossible. »

Pour Espacefinance

Marc Roesch